

Textes/articles – Juillet/Août 2009

- « De l'éducation populaire à la domestication par la culture », par **Franck Lepage**
- « L'extraterritorialité morale de la finance n'a que trop duré », par **Paul Jorion**
- « Le Mexique, Etat failli », par **William S.Lind**
- « Détail mexicain en marge des préoccupations françaises », par **Philippe Grasset**
- « Les fondements des luttes de pouvoir en Iran », par **Muhammad Sahimi**
- « Iran : mouvement populaire et lutte de pouvoirs », par **Pepe Escobar**
- « Marianne, ta tenue n'est pas laïque ! », par **Mona Chollet**

« De l'éducation populaire à la domestication par la “culture” », par **Franck Lepage**

Il y a cinquante ans, le général de Gaulle présidait à la création du ministère des affaires culturelles. La naissance de cette institution a précipité le déclin d'un autre projet, à présent méconnu : l'éducation politique des jeunes adultes, conçue dans l'immédiat après-guerre comme un outil d'émancipation humaine. Pour ses initiateurs, culture devait rimer avec égalité et universalité.

En France, quand on prononce le mot « culture », chacun comprend « art » et plus précisément « art contemporain ». Le mot Culture, avec son singulier et sa majuscule, suscite une religiosité appuyée sur ce nouveau sacré, l'art, essence supérieure incarnée par quelques individus eux-mêmes touchés par une grâce — les « vrais » artistes. La population, elle, est invitée à contempler le mystère.

Entamée dès les années 1960 sous l'égide du ministère des affaires culturelles, la réduction de la culture à l'art représente une catastrophe intellectuelle pour tout homme ou toute femme de progrès. Si « culture » ne veut plus dire qu'« art », alors ni l'action syndicale, ni les luttes des minorités, ni le féminisme, ni l'histoire, ni les métiers, ni la paysannerie, ni l'explication économique, etc., ne font plus partie de la culture. Entre cette dernière et la politique s'instaure un rapport d'exclusion. Et la gauche a un problème. Tel n'a pas toujours été le cas. Il fut un temps — pas si éloigné — où un petit groupe de militants nichés au cœur des institutions françaises tentait de faire rimer culture — populaire — et politique.

En 1944, un paquebot fait route tous feux éteints vers la France. A son bord, une jeune femme. Cinquante ans plus tard, elle se rappelle : « *Ma prise de conscience date de 1942 et de*

la promulgation des lois antijuives par l'Etat français. J'étais alors professeure de lettres au lycée de jeunes filles d'Oran, en Algérie. J'ai été totalement choquée par la tranquillité avec laquelle ces lois antisémites ont été acceptées et mises en œuvre par mes collègues. » La vénérable dame de 86 ans qui nous livre ses souvenirs, ce jour de 1994, se nomme Christiane Faure. Elle repose désormais au cimetière de Lourmarin (Vaucluse) à côté de sa sœur et de son beau-frère, Albert Camus.

Elle raconte comment les noms juifs sont rayés à l'encre rouge ; comment ses élèves quittent l'établissement, leur blouse sous le bras. Mlle Faure organise alors des cours clandestins de préparation au baccalauréat. L'affaire s'ébruite ; on la menace ; elle persiste. Après le débarquement d'Algérie en novembre 1942, l'enseignante intègre le Gouvernement provisoire d'Alger dans le « service des colonies », dirigé par René Capitant, ministre de l'éducation nationale. Ce dernier est chargé de remettre les textes officiels sur leurs pieds républicains. En 1944, Mlle Faure regagne la France avec le Gouvernement provisoire.

« Capitant nous a réunis pour nous annoncer que Jean Guéhenno créait un service d'éducation des adultes — un "bureau de l'éducation populaire" — et a demandé qui voulait s'en charger. J'ai levé la main à la surprise générale. » Dégoûtée de l'éducation nationale, Mlle Faure ne veut plus enseigner aux enfants. *« La "laïcité" [à prendre ici au sens de « neutralité politique »] imposée aux enseignants ne me convenait plus. Elle empêchait toute explication franche, directe, c'est-à-dire politique, avec la jeunesse. La laïcité devenait une religion qui isolait comme les autres. Dans un cadre d'éducation des adultes, il me semblait qu'on pourrait dire tout ce qu'on voudrait. D'où mon choix pour l'éducation populaire : cadre neuf, cadre libre, où pourrait se développer l'esprit critique. »* Guéhenno en est le garant. Ouvrier devenu professeur à Louis-le-Grand puis écrivain à force d'étudier, ce résistant conçoit sa mission comme un sacerdoce. Il s'agit *« d'élever au plan de l'enseignement ce qui était livré aux propagandes, la formation des citoyens »*. (*Le Figaro*, 2 mai 1952.)

A la Libération, les horreurs de la seconde guerre mondiale ont remis au goût du jour cette idée simple : la démocratie ne tombe pas du ciel, elle s'apprend et s'enseigne. Pour être durable, elle doit être choisie ; il faut donc que chacun puisse y réfléchir. L'instruction scolaire des enfants n'y suffit pas. Les années 1930 en Allemagne et la collaboration en France ont démontré que l'on pouvait être parfaitement instruit et parfaitement nazi. Le ministère de l'éducation nationale convient donc qu'il incombe à la République d'ajouter un volet à l'instruction publique : une éducation politique des jeunes adultes.

Les conventionnels de 1792 l'avaient déjà compris : se contenter d'instruire des enfants créerait une société dans laquelle les inégalités seraient fondées sur les savoirs. *« Tant qu'il y aura des hommes qui n'obéiront pas à leur raison seule, qui recevront leurs opinions d'une opinion étrangère, en vain toutes les chaînes auraient été brisées, tonne le marquis de Condorcet à la tribune de l'Assemblée nationale, le 20 avril 1792. Le genre humain restera partagé en deux classes : celle des hommes qui raisonnent et celle des hommes qui croient, celle des maîtres et celle des esclaves. »* Le député de l'Aisne, à qui l'on attribue généralement la paternité de l'expression « éducation populaire », propose de poursuivre l'instruction des citoyens

« pendant toute la durée de la vie ». Mais cela ne saurait suffire. Quand Condorcet évoque (déjà !) cette « partie de l'espèce humaine » astreinte dans les « manufactures » à « un travail purement mécanique » et pointe la nécessité pour ces individus de « s'élever », de « connaître et d'exercer leurs droits, d'entendre et de remplir leurs devoirs », il ne s'agit plus seulement d'instruction mais d'éducation politique.

Ces deux dimensions, pas toujours conciliables, fondent l'ambiguïté de l'« éducation populaire ». Pour les classes moyennes à l'origine des mouvements laïques tels que la Ligue de l'enseignement (1881), il s'agit d'éduquer le peuple en appoint de l'école ou de pallier l'absence de celle-ci. Une seconde acception renvoie à toute forme d'éducation émancipatrice dont la forme serait populaire. Elle revendique l'héritage des expériences d'éducation critique et politique qui traversent le mouvement ouvrier à la fin du XIXe siècle (syndicalisme révolutionnaire, bourses du travail).

A bord du navire qui vogue sans phares vers la France, Mlle Faure songeait plutôt à la seconde... Ainsi après Auschwitz — à cause d'Auschwitz —, on envisage à nouveau l'éducation politique des jeunes adultes. Mlle Faure et Guéhenno recrutent des professionnels de la culture populaire issus du théâtre (Hubert Gignoux, Henri Cordreaux, Charles Antonetti, Jean Rouvet...), de la radio (Pierre Schaeffer), du cinéma, de la photographie, du livre (Jean Nazet), des arts plastiques ou de la danse, de l'ethnologie, etc. Leur mission : inventer les conditions d'une éducation critique des jeunes adultes par les moyens de la culture populaire, ou encore « susciter par la réflexion et la pratique une attitude propice à l'éducation des adultes ».

En 1944 naît au sein de l'éducation nationale une direction de la culture populaire et des mouvements de jeunesse, vite rebaptisée direction de l'éducation populaire et des mouvements de jeunesse. « Jeunesse » ne signifie pas encore « adolescence » — ce sens apparaîtra dans les années 1960 : un « jeune », en 1945, est un adulte de 21 ans. Parallèlement est instituée une direction des arts et lettres. Jeanne Laurent, ancienne résistante, s'y emploiera à décentraliser le théâtre. Interrogée sur leurs rapports, Mlle Faure souligne à quel point les deux problématiques étaient différentes : « Jeanne Laurent, c'était les beaux-arts... Nous, c'était la culture, la démocratie. » Une distinction appelée à s'effacer...

La petite administration de l'éducation populaire durera moins de quatre ans. Après le début de la guerre froide, la lutte entre gaullistes et communistes s'envenime. L'éducation des jeunes adultes constitue vraisemblablement un enjeu tel qu'aucun des deux protagonistes ne veut risquer que l'autre la contrôle. En 1948, on s'accorde sur sa fusion, « pour mesure d'économie publique », avec la direction de l'éducation physique et des activités sportives dans une impayable « direction générale de la jeunesse et des sports », matrice du ministère souvent confié depuis à de non moins impayables sportifs (M. Bernard Laporte), généralement ignorants des questions d'éducation populaire. En d'autres termes : il n'y aura pas de service public d'éducation démocratique, critique ou politique des jeunes adultes en France. Ils feront plutôt du kayak ! Guéhenno démissionne, Mlle Faure retourne en Algérie diriger un service d'éducation populaire non rattaché au sport.

Pourtant, une impulsion a été donnée. Dès les années 1950, les instructeurs d'éducation populaire recrutés par Mlle Faure rêvent de quitter le sport, dont ils n'ont que faire, et imaginent la création de leur propre ministère. Leur sous-directeur, Robert Brichet, esquissera même en 1956 le projet d'un « ministère des arts ». Pour cela, il faut acclimater le concept de « ministère de la culture », expérimenté par des pays totalitaires, pour en faire un ministère de la culture démocratique. Un ministère de l'éducation populaire en somme. Qui nommer à sa tête ? Du côté des instructeurs, on pense au philosophe Camus, directeur d'une maison de la culture à Alger, fondateur du théâtre du travail et adepte de la création collective contre la création individuelle.

L'histoire en décidera autrement. Parvenu au pouvoir, le général de Gaulle veut récompenser la fidélité d'André Malraux, ministre de l'information sous la IV^e République et directeur de la propagande du Rassemblement du peuple français (RPF), fondé par le général en avril 1947. Débute alors une sorte de roulette russe institutionnelle dont l'éducation populaire sortira perdante. En 1959, le président de la République demande au chef du gouvernement, Michel Debré, de trouver un ministère pour son chantre officiel. Malraux demande un grand ministère de la jeunesse, domaine encore très sensible après Vichy ; on le lui refuse. Il réclame la recherche sans plus de succès. Puis il demande la télévision et essuie un troisième refus. Se souvenant du projet de « ministère des arts », Debré lui propose en désespoir de cause un ministère des affaires culturelles. Malraux accepte. On y rassemble le cinéma, les arts et lettres, l'éducation populaire et ses instructeurs nationaux. Le directeur du cabinet de Malraux, Pierre Moinot, ami de Mlle Faure, lui fait savoir la bonne nouvelle et l'invite à les rejoindre.

Contrairement à une idée reçue, l'auteur de *La Condition humaine* n'a pas « créé » ce ministère, qu'il n'a au demeurant pas réclamé. Son administration est bâtie par des fonctionnaires rapatriés de l'outre-mer qui, après la décolonisation, sont affectés aux affaires culturelles. Efficaces mais idéologiquement marqués par leur expérience précédente, ils influencent la doctrine du ministère. Lequel aura vocation à irradier à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières le feu de la grandeur nationale. Puissance de la France à l'international et pouvoir symbolique de l'Etat dans les régions ; apologie de l'élite et du génie français. Un ministère profondément antipopulaire.

Les instructeurs d'éducation populaire qui pensaient avoir obtenu leur ministère ont perdu la partie. D'abord rattachée à Malraux en même temps que la direction des beaux-arts, la sous-direction de l'éducation populaire retourne définitivement à la jeunesse et aux sports. La coupure sera désormais établie entre culturel et socioculturel, entre « vraie » et « fausse » culture que seul l'Etat sera fondé à départager. Beaucoup attendaient que la gauche arrivant au pouvoir abolisse cette césure. Il n'en fut rien.

Cette histoire-là est plus connue : loin de rompre avec la vision élitiste et de reformuler la question culturelle sur des bases progressistes (tout le monde est producteur de culture, celle-ci n'étant rien d'autre qu'un rapport social), la gauche des années 1980 propulse la figure de l'artiste à des hauteurs jusque-là inconnues. Après le tournant libéral de 1983, la Culture majuscule réduite aux beaux-arts devient l'étendard d'un Parti

socialiste qui, sur le plan économique, ne se distingue plus guère dès lors qu'il se résigne à faire le « sale boulot » de la droite. Mieux : l'action culturelle se substitue à l'action politique, comme l'illustre la commémoration du bicentenaire de la Révolution, le 14 juillet 1989.

Mis en scène par le publicitaire Jean-Paul Goude, le défilé intitulé « les tribus planétaires » présente chaque peuple non par un symbole de ses conquêtes politiques, de sa quête d'émancipation ou de la domination qu'il subit, mais par son signe « culturel » le plus anecdotique et le plus stéréotypique : les Africains nus avec des tam-tams, les Anglais sous la pluie, etc. Fin de la Révolution. Fin de la Politique. Fin de l'Histoire. Vive la Culture.

Ce type de « culture » a remplacé la politique parce que la fonction du « culturel » est précisément de tuer le politique. Dépolitisée, réduite à l'esthétique, une culture n'est ni meilleure ni pire qu'une autre culture : elle est « différente ». Le politique est l'affirmation d'un jugement de valeur. Le « culturel » est son anéantissement et la mise en équivalence généralisée sous l'empire du signe. La condamnation des violences faites aux femmes — l'excision, par exemple — est un geste « politique » : elle affirme qu'une société qui décrète l'égalité des hommes et des femmes est une société meilleure qu'une société qui ne la décrète pas. La tolérance de l'excision est en revanche « culturelle » : elle revendique la reconnaissance d'une culture qu'une autre culture ne peut juger de l'« extérieur ».

Il y a désormais en France une culture officielle, une esthétique certifiée conforme, celle des scènes nationales de théâtre, par exemple, aux mises en scène interchangeables. Elle vise paradoxalement à manifester en tous lieux la liberté d'expression, pour peu que celle-ci ne désigne aucun rapport social réel, n'entraîne aucune conséquence fâcheuse et soit littéralement sans objet. Provocations adolescentes, esthétique ludico-décadente, citations ironiques... On s'y ennue ferme, mais on y applaudit fort ! En même temps qu'il dépolitise, l'entretien du culte de la « culture » contribue à domestiquer les classes moyennes cultivées en réaffirmant la frontière qui les sépare des classes populaires.

Ainsi du visiteur qui, au milieu des années 1990, pénètre dans telle Maison de la culture du Nord pour y découvrir une interminable rangée de bidons remplis d'eau alignés contre un mur et surmontés d'une petite photographie indiquant la provenance du liquide. Face à l'« œuvre », trois attitudes fréquentes. Un familier de l'art contemporain disposant des outils culturels adéquats pourra admirer le « dispositif ». Un profane dépossédé de ces ressources se révoltera contre une « supercherie », se dira qu'il peut en faire autant, maudira tous les artistes et éprouvera un sentiment d'infériorité sociale. Entre les deux, le visiteur imprégné de « bonne volonté culturelle » se convaincra qu'il y a là une « démarche », une « intention », quelque chose de supérieur qu'il convient d'apprécier — acquiescement soumis qui signe son appartenance aux classes moyennes cultivées.

Pareille imposition n'est pas sans conséquence, surtout en ces moments de crise économique où le basculement des classes moyennes du côté des classes populaires

plutôt que vers les dominants représente un enjeu politique important. Le dressage « culturel » sert cette deuxième option. C'est pourquoi un programme réellement de gauche devrait se démarquer du concept de culture pour soutenir celui d'éducation populaire.

Les fédérations labellisées « d'éducation populaire » en sont loin. Embrigadées dès le début des années 1980 dans les innombrables dispositifs de traitement social des populations dites « en difficulté », combien d'entre elles administrent, en échange de subventions, des programmes de « mobilité des jeunes », d'« éducation tout au long de la vie », de « défi-jeunes » et autres apprentissages de la flexibilité et de l'esprit d'entreprise, pendant que d'autres, engagées dans la « politique de la ville », œuvrent à l'« insertion » des classes populaires à coups de « développement local », de « développement culturel » et d'« animation socioculturelle » ?

En 2002, l'Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens (Attac), fondée quatre ans plus tôt, obtenait son agrément en tant qu'association nationale de jeunesse et d'éducation populaire. Et, soudain, un contraste apparaissait : si Attac fait de l'éducation populaire en informant sur l'économie, en expliquant les inégalités et en proposant des moyens d'y remédier, alors que font les autres ?

On peut ainsi distinguer deux conceptions de l'action par la culture : l'« action culturelle », qui vise à rassembler autour de valeurs « universelles », consensuelles (l'art, la citoyenneté, la diversité, le respect, etc.). Et l'éducation populaire, qui vise à rendre lisibles aux yeux du plus grand nombre les rapports de domination, les antagonismes sociaux, les rouages de l'exploitation. La crise économique pourrait bien dissiper les mirages de l'une et remettre l'autre au goût du jour.

Franck Lepage

<http://www.monde-diplomatique.fr/2009/05/LEPAGE/17113>

« L'extraterritorialité morale de la finance n'a que trop duré », par Paul Jorion

Une banque réalise une opération spéculative, disons à la hausse du prix du pétrole. Elle gagne un milliard. Le trader qui l'a menée a droit à 10 % du total, soit 100 millions. Si vous lisez les journaux, vous aurez déjà compris que mon illustration n'est pas purement imaginaire !

Moralisons la finance : plafonnons le bonus des traders. Andrew Hall de Citigroup, puisque c'est de lui qu'il s'agit, n'aura plus droit qu'à un million de dollars. Examinons l'avant et l'après. Avant : 100 millions pour le trader, 900 millions pour la banque, coût pour la communauté en prix du carburant, 1 milliard. Après : 1 million pour le trader,

999 millions pour la banque, coût pour la communauté, 1 milliard. Question : a-t-on vraiment moralisé la finance ?

Vous m'avez compris : ce n'est pas en réduisant le bonus des traders que la finance sera moralisée. La morale – ou plutôt l'absence de morale – n'est pas dans le taux de la commission, elle est dans l'opération qui permet que la communauté soit plumée.

Seulement de cela, on ne parle pas. Pourquoi ? Parce que la seule communauté que connaissent les banques centrales, c'est la communauté des investisseurs. Les autres, c'est l'ennemi : les autres réclament des augmentations de salaires qui pénalisent les seuls qu'il s'agit de défendre. Quand les autres crient trop fort, les banques centrales font monter le taux d'intérêt qui ferme les usines, et au bout d'un moment, ils ont compris et eux aussi la ferment.

On dit : « la finance est amoral » et on entend comme au feu d'artifice des « Ah ! » et des « Oh ! » Ce n'est pas qu'elle est immorale comme chacun croit l'observer mais qu'elle est *a-morale*. Avec ça, tout a semblé-t-il être dit, et tout le monde rentre chez soi content. Mais accepterions-nous qu'on nous dise à propos du politique, s'il apparaissait immoral, que ce n'est rien, qu'il est simplement *a-moral* ? Non ! Alors pourquoi tolérons-nous ce discours à propos de la finance ?

Parce qu'on nous dit : « C'est la liberté qui est en jeu ! » On nous dit : il faut choisir entre liberté et égalité, il faut choisir entre concurrence et solidarité. Et c'est là que nous nous laissons berné parce que nous répondons : « Ah ! ben oui, c'est vrai ça ! » Non ce n'est pas vrai, parce que ce à quoi ils pensent quand ils vous disent « liberté », c'est individualisme à tout crin, « Après moi le déluge ! », l'agressivité sans contrainte, et quand ils vous disent « concurrence », ils pensent à la loi du plus fort (eux en l'occurrence), « Malheur aux vaincus ! » et, une fois de plus, l'agressivité sans contrainte. Et cela, voyez-vous, ce n'est pas un choix, il ne s'agit pas de valeurs à instaurer : c'est l'animalité au cœur de l'homme, telle que la nature l'a créé. Ce n'est pas un choix : c'est le donné sur lequel notre espèce a bâti.

Le seul choix possible, c'est de faire un pas en-dehors de l'animalité, en domestiquant nos instincts. Et la nature ici n'est pas une excuse, parce que si elle nous a dit dans un premier temps : « C'est votre agressivité qui vous permettra de survivre », elle nous dit aujourd'hui dans un second temps : « Sur une planète dont vous découvrirez un jour les limites... ».

Nous sommes sortis de l'animalité brute pour ce qui touche au politique en exigeant que la politique soit morale. Nous n'y sommes pas arrivés parce que nous avons accepté au cœur de nos sociétés une finance amoral qui dévoie le politique en permanence en le soumettant au pouvoir de l'argent. Il s'agit maintenant de domestiquer la finance à son tour en la soumettant elle aussi à la règle morale. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que pour cela, on ne pourra pas se contenter de réglementer la manière dont elle fait les choses : il faudra aller voir aussi quelles sont précisément les

choses qu'elle fait, et dire à propos de certaines – comme nous l'avons fait partout ailleurs dans nos sociétés : « Ceci n'est pas bien ! », le condamner et le faire disparaître.

L'extraterritorialité morale de la finance n'a que trop duré !

Paul Jorion

<http://www.pauljorion.com/blog/>

« Le Mexique, Etat failli », par William S.Lind

[Traduction, sur le site « ContreInfo » d'un texte de William S.Lind paru sur Spacewar le 5 juin 2008]

Les processus de la mondialisation, en arrachant des dizaines de millions de paysans à la terre pour les rassembler dans des mégalofoles faites de bidonvilles, ont créé de gigantesques espaces de non droit où prospèrent gangs et mafias de la drogue. Colombie, Brésil, Mexique, sont confrontés à une violence meurtrière endémique, sur laquelle règnent les barons de la drogue et les trafiquants. Mais leur pouvoir ne s'arrête pas à la porte des barrios et des favellas. Corruption, intimidation, liquidations, leur ont permis de gangrener l'état, qui devient une coquille vide à leur service. L'expert militaire William S. Lind décrit le cas du Mexique, qu'il assimile à nouvelle forme imprévue de la G4G, la guerre de quatrième génération.

« Alors même que les États-Unis fixent leur attention sur les deux guerres de quatrième génération (G4G) qui se déroulent au bout du monde, en Irak et en Afghanistan, un autre conflit du même type vient frapper à notre porte. La spirale mortelle où s'enfonce l'État mexicain semble s'accélérer.

A titre d'illustration de ce processus, citons le Cleveland Plain Dealer qui rapportait récemment que « Sept agents fédéraux Mexicains à la recherche d'une cache d'armes ont été tués mardi au cours d'une fusillade avec des hommes armés dans l'État de Sinaloa. Les agents ont essuyé des tirs lorsqu'ils s'apprêtaient à fouiller une maison située à Culiacan, la capitale de l'état. Quatre autres agents ont été blessés. Un homme armé a été tué au cours de l'affrontement, qui intervient au moment où une vague de violences liées à la drogue submerge le Mexique. »

Le fait que sept agents du gouvernement aient été tués et quatre autres blessés, tandis que seulement un combattant « G4G » soit mort, suggère que le raid était connu par avance. Au Mexique, les forces de sécurité ont été si bien infiltrées par des bandes criminelles de toutes sortes que le gouvernement perd ses possibilités d'agir. Il peut

vouloir réaffirmer l'autorité de l'État, mais ne dispose d'aucun moyen pour ce faire qui soit indemne de corruption.

Il s'agit là d'un modèle de G4G qui est susceptible d'être beaucoup plus fréquent que celle que nous sommes en train de mener en Irak et en Afghanistan, où l'état a disparu, en dépit de nos efforts frénétiques pour redonner vie à son cadavre avec les « gouvernements » Maliki et Karzaï. La plupart des entités se livrant à la G4G, contrairement à Al-Qaida, n'ont pas besoin de renverser l'État. Elles ont juste besoin de le rendre impuissant à interférer avec leurs activités, comme l'a fait le Hezbollah au Liban.

Cet objectif est généralement mieux atteint en subvertissant tranquillement de l'intérieur les organes vitaux de l'état. Il peut s'agir des forces de sécurité, qui généralement ne sont pas difficiles à pénétrer ; des dirigeants politiques, qui peuvent être achetés, intimidés ou les deux, et enfin d'une partie des médias. Les trafiquants de drogue Mexicains ont prouvé leur efficacité à éliminer les dirigeants politiques locaux et les personnalités médiatiques qui se sont opposés à eux. Les autres secteurs de la société ont bien compris le message.

Le résultat, ce n'est pas la disparition de l'État, mais sa perte de substance. Pour le monde extérieur, il reste un État, doté de tous les attributs souverains d'un État. Mais à l'intérieur, il devient une sorte de « Village Potemkine », une scène sur laquelle on donne des représentations comme par exemple des « élections », pendant que les entités G4G s'occupent des choses sérieuses. Souvent, ce genre d'organisation contrôle une grande partie de l'économie du pays, sur laquelle l'État n'ose plus intervenir, en admettant qu'il le puisse encore.

J'ai déjà souligné que pour la plupart de ces entités G4G, il peut s'avérer bien plus intéressant d'agir depuis la coquille vide de l'état plutôt que de vouloir le remplacer. Un « État Potemkine » protège les organisations de G4G contre toute attaque extérieure. Les États-Unis ne peuvent pas s'en prendre aux trafiquants de drogue au Mexique, sauf de manière clandestine, car cela violerait la souveraineté du Mexique.

Le gouvernement Mexicain infiltré veillera à ce que toute « coopération » avec les États-Unis pour la lutte contre la drogue n'aille pas au-delà des apparences administratives. Tout le monde est gagnant en maintenant cette fiction d'un état : la bande G4G, l'économie mexicaine, les comptes bancaires des hommes politiques mexicains et le gouvernement des États-Unis, qui peut prétendre « mener la guerre contre la drogue ».

Notre fixation sur un seul type de menace G4G, celle de l'islam, située dans une partie géographiquement éloignée du monde, laisse notre porte grande ouverte. Comme un aviateur qui ne vérifierait pas ses arrières, nous nous sommes mis nous-mêmes en situation d'être « descendus ». Pour reprendre la célèbre image du général Patton, nous nous sommes agrippés par le nez et avons présenté notre arrière-train à notre adversaire. Toute personne ayant le malheur de vivre sur la frontière sud ou à

proximité, ou bien qui a une responsabilité dans le domaine de la sécurité, attestera que c'est douloureux.

Tout ceci, et bien plus encore, représente le prix à payer pour nos deux « Expéditions à Syracuse », nos vaines croisades pour contraindre à la « démocratie » - le Meilleur des Mondes - en Irak et en Afghanistan, qui font écho aux désastreuses expéditions athéniennes pour conquérir Syracuse en 415 avant JC.

L'Amérique a désespérément besoin de dirigeants qui pour le moins tenteraient de se reconnecter avec la réalité, notamment avec le fait que la frontière américano-mexicaine n'existe plus aujourd'hui. Ceux qui insistent pour rester la tête dans les nuages finiront au sol en lambeaux, abattus en flammes. »

William S.Lind

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2047&var_recherche=william+lind

« Détail mexicain en marge des préoccupations françaises », par Philippe Grasset

[Texte paru sur le site "Dedefensa" le 10 mars 2009]

La presse et les TV françaises "officielles" en général nous donnent ces derniers jours quelques soucis de digestion, intellectuellement s'entend, – discrètement, certes, mais la nausée tout de même. Réduire le dossier mexicain, qu'on aborde puisque l'Autorité Suprême qu'on sait s'y rend, à peu près au destin sans doute malheureux d'une jeune femme embastillée, – voilà qui donne la nausée. Ce système atteint un état d'inexistence frénétique, avec son intelligence réduite aux acquêts de la futilité galopante et du goût absolument effrénée du conformisme. Il importe donc de le laisser à ses douleurs bienséantes et bienpensantes, à ses gémissements humanistes, à ses papotages de bonne sœur émoustillée de la laïcité et des droits de la femme.

Il reste que le Mexique, c'est autre chose. Ainsi relève-t-on que les militaires américanistes confèrent sérieusement, entre eux et avec leurs autorités civiles, notamment l'amiral Mullen avec le président BHO ce dernier week-end, à propos de la situation au Mexique et d'une possible intervention (US, *of course*). Mullen vient de faire une tournée en Amérique latine, pour rameuter les amis, et il a terminé cette tournée par le Mexique où il a parlé avec ses compagnons d'arme mexicains. Le site *WSWS.org* publie deux articles sur le Mexique, la visite de Mullen et les consultations entre Mullen et Obama, les 9 mars et 10 mars.

[...] Les analyses de *WSWS.org* à propos de l'affaire mexicaine conduisent à des constats méthodologiques intéressants. Dans l'exposé de ces affaires, on ressent évidemment la critique acerbe et à vif des tendances interventionnistes US d'une part, de l'épouvantable situation sociale au Mexique, consécutive à l'application débridée du système libéral et oligarchique, d'autre part. Implicite également, on distingue l'appréciation critique faite contre cette "guerre contre la drogue", dans la mesure essentielle où ce trafic de drogue est le résultat évident des conditions sociales du Mexique, – et, aussi, de la pression US, tant au niveau des mœurs que du "libéralisme" chaotique qui préside à l'absence de contrôle de la circulation des armes. A cet égard, le pâle et médiocre Calderon a raison lorsque, dans son entretien avec *Le Monde* du 5 mars, il nous parle des causes de cette situation dans la gravité où on la voit: *«Parlons des causes. La première, c'est le consommateur américain. Si les Etats-Unis n'étaient pas le plus gros marché de drogue au monde, nous n'aurions pas ce problème. Il y a aussi le commerce des armes. En deux ans, nous en avons saisi 33 000, dont 18 000 de gros calibre, des lance-missiles, des milliers de grenades, des engins capables de perforer des blindages. Or l'écrasante majorité avait été achetée aux Etats-Unis, y compris du matériel qui est la propriété exclusive de l'armée américaine. En 2004, (l'administration Bush) a levé l'interdiction de vente qui pesait sur des armes très dangereuses.»*

Pourtant, cette sorte d'analyse, qui est évidemment fondée, pêche par les cibles qu'elle choisit (et l'on comprend qu'elle les choisisse si l'on a à l'esprit la pesanteur idéologique gouvernant ces analyses de *WSWS.org*). Elle rate l'essentiel de cette situation mexicaine, qui est le fait d'une situation mexico-américaniste de crise gravissime en train de se développer, c'est-à-dire la pénétration aux USA du désordre des pays hors de la zone occidentaliste, désordre combiné de la globalisation et de la criminalisation au-dessus de la souveraineté des nations. Ces facteurs (pays en désordre, globalisation, criminalisation) étaient perçus, dans le rangement habituel de la crise, comme "extérieurs" à l'espace occidentaliste; avec le désordre mexicain dans les conditions où il évolue, cet aspect du danger "extérieur" devient "intérieur" aux USA. C'est un point où le désordre suscité à l'extérieur par la globalisation du système américain revient, comme un boomerang, vers le berceau de ce désordre, le menaçant d'autant. C'est un autre aspect de ce que nous identifions comme la "contraction" de la politique extérieure déstructurante des USA.

Une autre dimension des nouvelles concernant la crise mexico-américaniste, – ainsi faudrait-il l'identifier désormais, – concerne ces perspectives d'intervention militaire US, qui n'ont rien d'expansionniste mais constituent au contraire des mesures de tentative de sécurisation de l'espace intérieur US, – donc, participant plus de la crise intérieure US que de la politique expansionniste à la Bush. Si, effectivement, le Pentagone entend appliquer les recettes de l'Irak et de l'Afghanistan concernant la "guerre contre la drogue", il risque de rencontrer bien des déboires. Outre le "succès" de ces méthodes qui reste à démontrer, l'environnement est complètement différent. Lancer des reconnaissances de *drones* qui pourraient laisser place à des attaques de ces engins, comme au Pakistan, avec les dégâts dits "collatéraux" comme au Pakistan également, risque d'avoir un tout autre impact politique sur la frontière Mexique-USA, avec effets directs aux USA, éventuellement chez les *latinos*. Lancer les forces spéciales ou des "contractants" avec leurs habitudes de brutalité, de mépris des lois et de corruption, au

milieu de l'univers de la "guerre contre la drogue", risque aussi d'avoir des effets explosifs. L'un des résultats de telles actions pourrait être de rendre les "forces narco-trafiquantes" plus populaires auprès de la population, déjà confrontée aux pratiques violentes de l'armée mexicaine censée les protéger.

Philippe Grasset

<http://www.dedefensa.org>

« Les fondements des luttes de pouvoir en Iran », par Muhammad Sahimi

[Article paru sur « Antimar » et publié sur le site « ContreInfo » le 24 juin 2009]

Le monde entier est fasciné par les événements qui se sont déroulés en Iran au cours des dernières semaines. Tout d'abord, on a assisté à une campagne électorale acharnée durant laquelle Mir Hossein Moussavi, le principal candidat réformiste, montait dans les sondages. D'énormes rassemblements ont eu lieu à travers l'Iran en soutien à sa candidature. Pour la première fois depuis la révolution de 1979, les iraniens et les expatriés semblaient être unis dans leur quête pour évincer le président Mahmoud Ahmadinejad.

Le 12 Juin, une heure après que le vote ait pris fin, le ministère de l'Intérieur iranien a appelé le quartier général de Moussavi pour l'informer qu'il allait gagner, et qu'il devait préparer une déclaration de victoire sans triomphalisme, afin de ne pas irriter les supporters d'Ahmadinejad. Puis soudainement, tout a changé. Plusieurs commandants des Gardiens de la Révolution de l'Iran (GRI) se sont rendus au siège de campagne de Moussavi et lui ont dit que sa campagne électorale était une sorte de « révolution de velours », et qu'ils ne l'autoriseraient pas à l'emporter. Ensuite, les résultats des élections truquées ont été annoncés, déclenchant les manifestations qui se poursuivent aujourd'hui.

Mais quel est le pouvoir réel à l'oeuvre derrière cette élection présidentielle truquée, qualifiée de « coup d'Etat électoral » par un porte-parole de Moussavi ? On considère généralement qu'en tant que commandant en chef des forces armées de l'Iran, le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, est le chef de ce coup d'Etat. Mais la question est plus complexe.

Depuis qu'il a été nommé commandant en chef des GRI, il y a trois ans, le major général Mohammad Ali Jafari a fait état de la « menace intérieure » contre la révolution islamique. Il a même réorganisé la garde pour qu'elle soit mieux préparée à faire face à toute révolte. En outre, quelques jours avant les élections du 12 Juin, le responsable de la direction politique des GRI, le Brigadier Général Yadollah Javani, a accusé Moussavi

et d'autres réformateurs de tenter de lancer une révolution de couleur (Moussavi a utilisé le vert comme symbole de sa campagne), et a averti que la garde « l'asphyxierait avant même qu'elle ne naisse ». Les auteurs de ce coup d'Etat sont en fait les membres du haut commandement des GRI. Ils représentent l'aile droite de la deuxième génération des révolutionnaires iraniens.

Cette seconde génération de révolutionnaires avait une vingtaine d'année à l'époque de la révolution iranienne de 1978-1979. Ils ont rejoint les GRI presque immédiatement après la Révolution et mené deux guerres féroces dans les années 1980 : contre les forces de Saddam Hussein, qui avaient envahi l'Iran en septembre 1980, et contre les forces des Moujahidines du Peuple, un groupe armé islamique de gauche qui s'était opposé au Shah. Lorsque les Moujahidines ont commencé à assassiner des dirigeants iraniens en Juin 1981, les jeunes révolutionnaires ont mené une bataille sanglante contre eux, les tuant par milliers, et les ont contraint à s'exiler en Irak, où il ont collaboré avec Saddam Hussein. Les Moujahidines du Peuple sont maintenant catalogués par le Département d'Etat comme une organisation terroriste.

Utilisant la guerre avec l'Irak comme prétexte, les jeunes révolutionnaires islamiques ont également aidé leurs leaders - l'ayatollah Khomeini, Akbar Hashemi Rafsanjani (qui a été élu à la présidence de l'Iran pendant deux mandats en 1989-1997 et reste un homme politique puissant), l'ayatollah Khamenei (qui a été président dans les années 1980), et d'autres - à imposer une répression politique sévère en Iran, avec pour résultat l'élimination de la scène politique iranienne de tous les groupes politiques laïques, portant un coup terrible au développement de la vie politique du pays.

La guerre avec l'Irak a pris fin en Juillet 1988. Beaucoup de jeunes révolutionnaires islamiques ont soutenu l'exécution de milliers de prisonniers politiques de juillet à septembre 1988 ou sont restés silencieux et n'ont pas protesté. L'ayatollah Khomeiny est ensuite décédé en Juin 1989. Les jeunes révolutionnaires se sont alors scindés en deux camps.

Dans le camp de la gauche islamique on estimait que l'Iran avait besoin d'une politique d'ouverture pour mettre fin à la répression féroce des années 1980. De nombreux membres de ce groupe étaient issus de l'appareil de renseignement et étaient par conséquent parfaitement au courant de ce qui se passait dans la société et sentaient le danger d'une explosion sociale et d'une contre-révolution. Ce sont eux qui sont désormais les leaders du mouvement de réforme.

Les jeunes révolutionnaires du camp opposés étaient les conservateurs. Certains, comme le général Javani et le Général Jafari sont restés dans les GRI après la guerre. D'autres, venant des GRI, comme le président Ahmadinejad, le ministre de l'Intérieur Sadegh Mahsouli, et son principal adjoint Kamran Daneshjou , qui supervisait les élections, ont rejoint l'administration.

La mort de l'ayatollah Khomeini a eu une autre conséquence à long terme dont les effets se font sentir aujourd'hui. Elle a permis à un groupe islamiste réactionnaire de

réémerger. Ce groupe, appelé la société Hojjatiyeh, avait été fondée dans les années 1950 et était farouchement opposé à la foi Bahai et à l'islam sunnite. Il avait même travaillé avec les services secrets du Shah pour lutter contre la propagation du communisme en Iran. Il s'était également opposé à la Révolution de 1979 et au concept de « Valaayat-e-Faghih » (la gouvernance des juristes islamiques) développé par l'ayatollah Khomeini, qui est le fondement de la constitution de l'Iran et du système politique. L'ayatollah Khomeini a interdit l'Hojjatiyeh en 1983 et avait déclaré à leur sujet qu'ils « ne peuvent même pas diriger une boulangerie, et encore moins un pays. »

Après sa réapparition au début des années 1990, l'appellation Hojjatiyeh n'a jamais été utilisée. Ses membres ont commencé à préconiser un gouvernement islamique dirigé par un chef suprême non élu, au lieu d'une République islamique. Leur chef actuel est l'ayatollah Mohammad Taghi Mesbah Yazdi, un religieux réactionnaire partisan de la ligne dure, qui s'est ouvertement opposé à toute élection et est le chef spirituel d'Ahmadinejad.

L'ayatollah Mesbah, ainsi qu'il est appelé en Iran, a déclaré : « Peu importe ce que les gens pensent. Ce sont des moutons ignorants ». Il estime que le chef suprême est choisi par Dieu, et que la tâche des ayatollahs qui sont membres de l'Assemblée des Experts (un organe constitutionnel qui choisit le chef suprême) consiste à le découvrir. L'ancien président réformateur Mohammad Khatami a fait référence aux disciples de l'ayatollah Mesbah comme étant des « traditionalistes à la pensée courte, restés à l'âge de pierre. »

Parmi les disciples de l'ayatollah Mesbah, on trouve le ministre du renseignement Gholamhossein Mohseni Ejehei, Mojtaba Hashemi Samareh (un adjoint d'Ahmadinejad), et Ahmadinejad lui-même. En fait, tous les ministres du renseignement iranien depuis la Révolution ont été des élèves de l'ayatollah Mesbah et ont suivi son séminaire à Qom. Bon nombre des hauts commandants des GRI sont ses disciples. La milice Basidj, un groupe paramilitaire, contrôlée par les GRI a également été profondément pénétrée par ses disciples, de même que le pouvoir judiciaire. Depuis qu'il a été élu président en 2005, Ahmadinejad a utilisé à maintes reprises les mots de l'ayatollah Mesbah parlant de « gouvernement islamique d'Iran » plutôt que « République islamique d'Iran. »

Les hommes qui sont derrière ce coup électoral sont donc la deuxième génération de révolutionnaires, dont le chef spirituel est l'ayatollah Mesbah. Deux semaines avant les élections Mesbah a publié une fatwa secrète - dont le contenu a été révélé par certains membres du ministère de l'Intérieur - autorisant l'utilisation de tous les moyens pour réélire Ahmadinejad, donnant ainsi le feu vert pour le trucage des élections.

Mais quels sont les objectifs du coup d'Etat ? Il semble y avoir trois.

L'un est de purger l'ancienne première génération de dirigeants révolutionnaires, y compris le plus important d'entre eux, l'ex président Rafsandjani. Depuis qu'Ahmadinejad l'a battu lors de l'élection présidentielle très disputée de 2005, lui et ses partisans sont d'après ennemis de Rafsandjani et de ses partisans. Rafsandjani a fait

savoir qu'il pense qu'Ahmadinejad porte préjudice aux intérêts nationaux de l'Iran en raison de sa politique étrangère, de sa rhétorique contre Israël et des déclarations incendiaires sur l'Holocauste.

Mais l'antagonisme contre Rafsanjani a également une dimension économique. Lui et sa famille sont fabuleusement riches et sont favorables à une économie moderne. Et tout comme Ahmadinejad a consolidé la mainmise des GRI sur l'Iran par la nomination de membres du Conseil des ministres, de gouverneurs de province, de généraux et de maires en provenance des rangs des GRI, il veut aussi consolider l'emprise des GRI sur l'économie iranienne. Sous son mandat, les GRI ont remporté plus de 10 milliards de dollars de contrats au cours des quatre dernières années. Les GRI veulent éliminer la concurrence de Rafsandjani et de ses partisans.

Dans son discours de « victoire » du dimanche 14 Juin, Ahmadinejad n'a jamais mentionné une seule fois l'ayatollah Khomeini ou la République islamique. Ainsi, tout comme Deng Xiaoping et ses successeurs ont conservé les photos de Mao Zedong et que Joseph Staline conservait celles de Lénine, tout en agissant contre ce que Mao et Lénine, avaient préconisé, la seconde génération de révolutionnaires conservera les photos de l'ayatollah Khomeini (ainsi que celles de Khamenei) tout en agissant contre ses enseignements, y compris le plus célèbre, « La mesure [de l'acceptation d'un homme politique] est le vote du peuple ».

Le deuxième objectif du coup d'Etat consiste à rapprocher le pays d'un gouvernement islamique où des élections sans signification pourront être facilement truquées ou manipulées, ce qui détruira l'aspect républicain du système politique iranien. Cela est compris par les réformistes ainsi que par la grande majorité du peuple iranien, et c'est pourquoi ils résistent à ces élections truquées. Mais les dirigeants du coup d'Etat ne s'attendaient pas à cette résistance.

Le troisième objectif est de commencer les préparatifs pour le remplacement à venir de l'ayatollah Khamenei, que l'on sait malade, par un homme qui a leur confiance. Rafsandjani préside l'Assemblée des Experts qui choisit le chef suprême. Étant donné son rôle important dans la Révolution et son influence, Rafsandjani va jouer un rôle crucial dans ce processus de succession. Ainsi, s'il peut être éliminé, cela ouvrira la voie à l'ayatollah Mesbah Yazdi, ou à l'un de ses disciples, pour devenir le guide suprême.

Il s'agit d'un tournant dans l'histoire contemporaine de l'Iran, et même du Moyen-Orient. Si la seconde génération de révolutionnaires réussit, l'Iran va entrer dans une période de répression politique extrême, qui rendra plus aisé pour le parti de la guerre et le lobby pro-Israélien de faire pression pour tenter de convaincre l'opinion que la question du programme nucléaire iranien doit être résolue par des frappes militaires.

Mais si les protestations parviennent à faire annuler les élections truquées, les réformistes et les groupes démocratiques auront une occasion en or de rapprocher beaucoup plus vite l'Iran d'un système politique démocratique, ce qui sera crucial pour la stabilité du Moyen-Orient.

Muhammad Sahimi

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2773&var_recherche=iran

« Iran : mouvement populaire et lutte de pouvoirs », par Pepe Escobar

[Article paru sur « Asia Times » et publié sur le site « ContreInfo » le 23 juin 2009]

En cette période où le sang est répandu dans les rues, où les cris retentissent sur les toits et où les dagues sont dégainées dans les allées du pouvoir, la révolution islamique d'Iran a rendez-vous avec le destin : le défi qui lui est lancé est de célébrer finalement le mariage entre l'islam et la démocratie.

L'ancien président Mohammad Khatami, l'homme du dialogue des civilisations, a manifesté une fois de plus sa stature morale lorsqu'il a fait l'éloge des grandes manifestations silencieuses (qui ont eu lieu avant la répression sanglante), et souligné que les 40 millions d'électeurs iraniens, y compris ceux qui contestent le résultat « officiel », sont les « propriétaires » de la révolution.

Le leader suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, a quant-à lui préféré qualifier cette marée de manifestants de « terroristes ».

Khatami a également décrit Ahmad Jannati, le leader du Conseil des Gardiens qui est favorable au président Mahmoud Ahmadinejad, comme « un arbitre faisant l'objet de suspicion et de plaintes ». La « seule solution », a déclaré Khatami, pour « régler la crise au mieux des intérêts du peuple iranien et des principes de la révolution » serait la création d'une commission impartiale pour examiner les éléments constitutifs d'un truquage des élections. Mir Hossein Moussavi, le candidat malheureux à l'élection présidentielle, considère qu'une telle commission est « un droit », et permettrait de « parvenir à une nouvelle forme de la vie politique dans le pays ».

A l'heure actuelle il n'existe aucune indication que l'oligarchie politico-religieuse qui vient de renforcer son pouvoir en Iran envisage la possibilité de nommer une telle commission.

L'élément clé de la situation pour les prochains jours, est l'appel du Grand Ayatollah Montazeri Hussein à trois jours de deuil en mémoire des victimes, de mercredi à vendredi. L'interprétation qu'en font les progressistes de Téhéran - et parmi l'intelligentsia des exilés iraniens - est qu'il s'agit d'une référence subtile au code de la désobéissance civile employé en 1979, suggérant aux habitants de se mettre en grève illimitée.

Faire grève est un moyen de protestation plus sûr, et beaucoup plus subversif que de descendre dans la rue et de s'exposer aux coups des miliciens Basiji. Il y a 30 ans, les grèves ont été un élément fondamental pour le succès de la révolution. Montazeri indique également de façon subtile la stratégie permettant de rallier la majorité silencieuse de l'Iran - qui pourrait représenter de 30% à 40% de la population totale. Cette stratégie, appliquée judicieusement au cours des jours et des semaines qui viennent, pourrait transformer le flot des manifestations populaires en un formidable océan.

[...] Dans le même temps, dans la rue, le mouvement populaire pleurera ses morts et combattra l'implacable contrôle de toutes les technologies modernes en revenant au papier... Bienvenue au retour des Samizdats (publications clandestines à l'époque soviétique) du 21^{ème} siècle.

En l'espace de seulement une semaine, la révolution verte populaire s'est transformée en un mouvement qui va bien au-delà de Moussavi. La colère, la rage, le sentiment d'avoir subi une injustice énorme (qu'il ne faut jamais sous-estimer dans une société chiite), le ressentiment, ont grandi à l'extrême. Le régime a perdu le contrôle de l'arène du débat politique, et la répression a été très brutale. Une idée très simple a finalement vu le jour : nous en avons assez. Vous êtes des menteurs. Mort au dictateur. Allah Akbar. Et nous allons pleurer toutes les nuits sur les toits et nous ne serons pas réduits au silence, jusqu'à ce que vous entendiez le message.

En blâmant les « terroristes », les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne - la réaction de panique de l'oligarchie politico-religieuse est totalement à côté de la plaque. Tout comme le sont de larges secteurs de la gauche occidentale - prisonnières de cette logique erronée du « quiconque lutte contre l'impérialisme américain est mon ami ». Ils ont été dupés - avalant sans discernement la propagande du régime, aveugles à la complexité de la société iranienne, et incapables d'identifier une nouvelle équation politique pour ce qu'elle est. Il est complètement absurde de croire que ce sont des « marionnettes manipulées par l'occident » qui crient Allah Akbar sur tous les toits de l'Iran, ou sont abattus par les miliciens Basiji dans les rues.

Moussavi, Khatami, Montazeri ne sont pas des néo-révolutionnaires (et encore moins des contre-révolutionnaires). Tous acceptent les principes et les institutions de la République Islamique d'Iran, y compris les Gardiens de la Révolution et les milices Basiji, mais ils critiquent « les déviations et les mensonges », selon les termes de Moussavi et Khatami. Ils ne veulent rien d'autre que le « retour de la pureté des principes de la Révolution islamique ». Et ils insistent sur le fait que cela implique toutes les formes de liberté d'expression.

Le peuple iranien rêve maintenant qu'un dialogue permanent et sans entrave s'installe au sein de la société civile. Et ce pas en avant n'est pas nécessairement associé avec l'adoption en Iran de la démocratie libérale occidentale. Les Perses sont suffisamment sophistiqués pour que la question aille bien au-delà. Comme si une feuille de route avait

été établie non seulement pour une réédition iranienne post-moderne de la Révolution française, mais aussi pour une Réforme de l'Islam [...].

Pepe Escobar

L'article en entier :
http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2770&var_recherche=iran

« Marianne, ta tenue n'est pas laïque ! », par Mona Chollet

« Les filles voilées parlent » ? On en voit d'ici qui, au seul énoncé de ce titre, brandissent le crucifix et agitent la gousse d'ail. Autant dire « Belzébuth parle », ou « l'Etrangleur du Yorkshire parle » ! Au cours des mois qui ont précédé le vote de la loi du 15 mars 2004 interdisant le voile à l'école (hypocritement baptisée « loi sur la laïcité à l'école »), l'hystérie médiatique autour de cette question a persuadé la population entière que ces jeunes filles qui choisissaient de ne pas montrer leurs cheveux ou leurs oreilles, sorte de démons femelles, étaient la source de tous ses maux, et constituaient le principal problème auquel le pays était confronté - « c'est à cause de vous que tout va mal en France » revient souvent parmi les invectives qu'elles rapportent. On s'est déchiré sur le sujet, on a produit une quantité ahurissante d'arguments (y compris ici même) en faveur ou en défaveur d'une loi, mais on n'a pas jugé bon de demander leur avis aux principales intéressées. C'est à cette lacune que vient remédier le livre d'Ismahane Chouder, Malika Latrèche et Pierre Tevanian (du collectif « Les mots sont importants »), qui montre l'ampleur des dégâts - absolument invisibles dans les médias - causés par la loi de 2004. [*Ismahane Chouder, Malika Latrèche et Pierre Tevanian, « Les filles voilées parlent », La Fabrique, 2008*]

Cette confiscation de la parole a même été assumée et théorisée par les partisans de la loi : il pouvait être dangereux de les laisser parler - des fois que ces sorcières auraient le pouvoir, par leur verbe maléfique, de transformer notre belle France « laïque » en crapaud islamique. Admise dans un établissement privé après son exclusion du lycée, Zeinab, 19 ans, découvre qu'on a mis en garde ses nouveaux camarades à son sujet : « Je me suis rendu compte que le proviseur avait fait une intervention dans ma classe de terminale L pour annoncer ma venue, en disant qu'ils allaient accueillir une élève voilée qui avait une forte personnalité, et qu'ils ne devaient pas se laisser influencer. » Arrière, Satan ! Toutes les interviewées du livre disent leur impression de « parler à des murs » chaque fois qu'elles ont voulu discuter. Zahra Gammaledyn, 15 ans, raconte ses démêlés avec un proviseur qui ne faisait que lui répéter « vous enlevez ce que vous avez sur la tête » : « On aurait dit un automate. J'aurais pu lui dire n'importe quoi, par exemple : “je me sens mal, j'ai envie de vomir”, il m'aurait répondu : “vous enlevez ce que vous avez sur la tête” ! » Mariame, 19 ans, se fait rembarrer dès qu'elle ouvre la bouche par l'assistante sociale qu'on a envoyée dans son lycée pour tenter une

médiation avec les élèves voilées : « Non, toi, on m'a dit qu'on ne pouvait pas te parler, que tu étais manipulée et que tu manipulais tes camarades. »

A quoi bon discuter avec elles, en effet, puisqu'elles sont « aliénées », « conditionnées », « manipulées » par les intégristes ? L'ironie, qui apparaît de manière flagrante dans ce livre, c'est que, la France n'étant ni l'Iran ni l'Afghanistan, on avait affaire, dans l'écrasante majorité des cas, à des jeunes filles qui avaient décidé de porter le foulard au terme d'une réflexion individuelle, souvent contre l'avis de leur famille - leurs parents, partisans du « pas de vagues », étaient en outre catastrophés à l'idée de les voir hypothéquer leur avenir. S'il y avait endoctrinement et « conditionnement » dans cette histoire, c'est bien plutôt du côté de tous ceux qui devenaient fous à la seule vue de leur foulard, sur lequel ils plaquaient des fantasmes soufflés ou réactivés par l'hypnose médiatique. Les regards dans la rue, témoigne Sana, 25 ans, sont « assez changeants » : « Tantôt ça se calme, tantôt les gens nous regardent vraiment de travers, et alors on se dit : “Mais qu'est-ce qui est passé hier soir à la télé ?” On va voir les programmes de la veille, et on trouve toujours quelque chose ! La télévision fait un vrai lavage de cerveau ! » « Un jour, renchérit Karima, 29 ans, j'ai rencontré une femme qui m'a ressorti d'une traite tout ce qui se disait à la télé depuis le début de l'affaire ! C'en était comique. » Même constat chez Khadija, 21 ans, qui se rappelle les questions dont on la bombardait en 2003 : « J'avais l'impression que les gens avaient regardé un débat télévisé la veille et qu'ils se sentaient investis d'une mission : voler au secours de la première fille voilée pour lui expliquer qu'elle était aliénée et la libérer ! » Hanane, 27 ans, se souvient avec un écœurement particulier de l'automne 2003 : « Entre mes galères de boulot et les débats télé, avec des pseudo-spécialistes de l'islam et des pseudo-féministes qui mélangeaient tout, le voile, les mariages forcés et l'excision, j'ai eu une overdose ! »

A un journaliste qui lui demandait, quelques jours après les attentats du 11 septembre 2001, quel effet cela lui faisait de partager sa religion avec Ben Laden, Mohammed Ali avait rétorqué : « Et vous, quel effet cela vous fait-il de partager la vôtre avec Hitler ? » Difficile de déraciner la conviction que les musulmans forment un seul bloc homogène, et se définissent avant tout comme tels. « Une révolution en Iran, un conflit en Irak, une guerre civile en Algérie, des attentats à New York et à Washington ? Et voilà les caméras qui s'intéressent aux “musulmans” de l'Hexagone, avec l'idée implicite qu'ils sont tous les mêmes », écrit Thomas Deltombe en introduction à son livre *L'islam imaginaire* (La Découverte, 2005), analyse édifiante de trente ans de représentations médiatiques de l'islam. Systématiquement, on plaque sur les musulmans de France des situations ou des événements qui ne les concernent en rien. Malheur à la petite Française, absolument ordinaire et pacifique, que son cheminement personnel amène à décider de porter le voile... en octobre 2001 ! Elle constate vite que son entourage le prend comme une déclaration de guerre. Les formules du genre « tu sais très bien de quoi je parle », ou « arrête de te foutre de moi », voire « on sait ce que vous êtes », abondent chez les interlocuteurs des filles qui témoignent ici, comme si, pour eux, la cause était entendue : ce voile est forcément un défi, une provocation. Dans la rue ou dans le métro, entre un « pétasse » et un « sale connasse », les femmes voilées sont traitées de « filles de Ben Laden ».

Elles s'entendent aussi régulièrement enjoindre de « retourner à Téhéran ». Thomas Deltombe confirme la prégnance de l'obsession iranienne : en 1979, lorsque Khomeyni accède au pouvoir, « les téléspectateurs découvrent des images insolites et un nouveau vocabulaire, écrit-il : “ayatollah”, “mollah”, “tchador”, “chiite”, “sunnite”, “charia”. Les esprits en resteront durablement marqués : à la télévision française, l'Iran khomeyniste fera office pour longtemps de décor naturel pour la religion musulmane ». Au point que dix ans plus tard, quand éclate la première affaire de foulard, à Creil, on parle de « tchadors » : « Alors que le “tchador” est la variété de foulard spécifiquement iranienne et chiite rendue obligatoire par le régime iranien au début des années 1980, la majorité des journalistes l'appliquent à une immigration massivement maghrébine et sunnite qui ne l'a jamais appelé ainsi. Cela donne au foulard une connotation “intégriste” qui renvoie directement au vocabulaire et aux images issus de la révolution iranienne de 1979. » Quand leur proviseure, relativement tolérante, demande à Mariame et à ses camarades voilées d'éviter le voile long et les couleurs sombres « parce que ça rappelle un peu trop l'Iran », elles trouvent la référence si incongrue et choquante que le lendemain, elles débarquent en « bleu blanc rouge » : « Une en bleu, une en blanc et une en rouge ! Et on restait toutes les trois côte à côte, pour que ça se remarque bien ! Les autres élèves étaient morts de rire. » La proviseure, moins.

Les images de l'Iran ou de l'Algérie semblent avoir imprégné les consciences au point de faire du foulard un objet magique, auquel on attribue le pouvoir de substituer une réalité étrangère à la réalité française. Si un simple bout de tissu déclenche une telle panique, une telle fureur, c'est parce qu'il alimente la crainte d'une « islamisation de la France » ; la crainte que « ces gens-là » subvertissent « nos » institutions et « nous » imposent leur loi. Dans *L'Express*, un dessin particulièrement nauséabond de Plantu montrait une fille voilée juchée sur un cheval de Troie derrière lequel se dissimulaient des barbus à la mine patibulaire, qui le poussaient dans l'encadrement d'un portique de pierre au fronton duquel on pouvait lire « République ». Ce fantasme - totalement irrationnel, faut-il le préciser - d'une « colonisation à rebours », autrefois fonds de commerce exclusif des Le Pen et De Villiers, est aujourd'hui accrédité et encouragé y compris par des individus se réclamant de la gauche, comme Caroline Fourest, auteur d'ouvrages plus approximatifs les uns que les autres sur le péril « islamo-gauchiste ». (« Pourquoi des gens de gauche se sont-ils sentis *visés* par les Indigènes [*de la République*] ? Parce qu'ils ne sont pas de gauche, mon frère ! », lance en riant Hanane dans *Les filles voilées parlent*.) Ajoutez-y les convulsions de la pythie iranienne de service, Chahdortt Djavann, l'auteur de *Bas les voiles !*, à qui des journalistes tendent leur micro avec délectation afin qu'elle répète encore que les hommes musulmans sont des ogres assoiffés du sang de jeunes vierges, des oppresseurs pervers et pédophiles, et vous aurez persuadé l'opinion que la France est en état de siège et qu'elle doit se défendre ; que la gravité de la situation nécessite des mesures exceptionnelles - et tant pis pour les dégâts collatéraux.

Les « dégâts collatéraux », ce sont elles, justement. Les lycéennes qui racontent les démêlés épuisants avec le corps enseignant, la scolarité perturbée, les nuits à pleurer, les dévoilements humiliants à l'entrée de l'établissement sous la supervision d'un proviseur

sarcastique - « vous voyez, ce n'est pas si compliqué », lance le sien à Fatima la première fois qu'elle s'y plie - et les regards curieux de leurs camarades, les relégations dans des salles à part - parfois fermées à clé ! -, la violence des procédures d'exclusion. Ce sont des trajectoires personnelles entravées ou compromises : après l'oral de rattrapage du bac, Mona Bachare, 20 ans, découvre que l'examineur de mathématiques - à qui elle avait par ailleurs demandé s'il souhaitait qu'elle retire son foulard pour passer l'épreuve, et qui avait répondu par la négative - a proposé à tous ses camarades une note, en leur demandant si cela suffisait à rattraper leurs points ; mais pas à elle... Elle échoue de justesse ; le proviseur lui ayant expliqué qu'une plainte pour traitement différentiel n'avait aucune chance d'aboutir, elle se résigne à refaire une année de terminale. Mais elle retombe sur le même examinateur l'année suivante, et le même scénario se répète. Sa plainte pour discrimination n'a jamais abouti : deux années de perdues... Mêmes déboires pour Habiba, qui voit la validation de son inscription à l'université de Saint-Denis - où la loi ne s'applique pourtant pas - bloquée pendant des mois, malgré les lettres et les pétitions de soutien, parce qu'une secrétaire fait une allergie au foulard et se barricade dans son bureau à son approche. Elle finit par abandonner ses études d'histoire : « Tout le monde me connaissait, je n'étais pas une étudiante comme les autres, j'avais l'impression que tous mes faits et gestes étaient surveillés. »

Les dégâts collatéraux, c'est Sarah, 20 ans, soustraite à son foyer à la suite de graves problèmes familiaux par une juge pour enfants, et qui s'y voit renvoyée par cette même juge après qu'elle s'est mise à porter le foulard : « Elle a déclaré que la "République" m'avait soustraite à ma famille "et à sa religion" pour "m'en protéger", pas pour que je vienne porter un voile qui incite d'autres filles à le porter. » Alors qu'à aucun moment les problèmes qu'elle avait eus n'avaient été causés par sa religion ! Les « dégâts collatéraux », ce sont les quelques filles que leur famille forçait à porter le voile, et qui ont disparu dans la nature après le vote de la loi : bonnes pour le mariage et l'enfermement domestique. Ce sont les femmes harcelées sur leur lieu de travail, interdites de sortie scolaire avec leur enfant, prises à partie et même frappées dans la rue, renvoyées dans leurs foyers, recalées à l'entrée d'une filière professionnelle ou aux entretiens d'embauche. Bref, les exemples abondent, dans ces pages, de gestes de résistance héroïques de modestes citoyens français face à l'envahisseur islamique.

« M'agresser est quasiment vécu par l'agresseur comme de la légitime défense », observe Malika Latrèche, l'une des coordinatrices du livre, qui porte elle-même le voile. Désigner les fidèles d'une religion comme boucs émissaires des problèmes d'une société ; les accuser de miner cette dernière de l'intérieur ; leur dénier leur humanité et leur individualité pour les réduire à un stéréotype menaçant... On aurait pu espérer qu'une nation qui glose à longueur d'année sur le « devoir de mémoire » saurait s'abstenir de s'aventurer sur un terrain aussi glissant ; c'est raté. Le système est si bien clos que les filles voilées, quoi qu'elles puissent faire, confortent les soupçons qui pèsent sur elles. Si, exaspérées par l'arbitraire, la mauvaise foi, le racisme ouvert ou larvé, les injustices, elles s'énervent, elles confirment par là leur nature violente et fanatique. Si elles pleurent, cela ne saurait être parce qu'elles souffrent - elles ne sont pas humaines, on vous dit - : c'est parce qu'elles cherchent à vous attendrir pour mieux vous duper. Quand, dans le train qui les ramène de la Marche mondiale des femmes à

Marseille, en mai 2005, Ndella veut s'asseoir à côté d'une militante de Femmes solidaires, groupe avec lequel les accrochages se sont déjà multipliés tout au long de la manifestation, et que celle-ci le lui interdit brutalement, la faisant fondre en larmes, une représentante des Verts lui enjoint d'« arrêter avec ses larmes de crocodile ». Mais soyons juste : il y a des exceptions, heureusement, à cette inflexibilité qui rappelle les pires endoctrinements. Une prof d'histoire confie ainsi à Mariame, à propos d'une de ses camarades également voilée : « Auparavant, j'avais une position très stricte sur le voile, mais le jour où j'ai vu Hafssa enlever son voile, en pleurs, les yeux tout rouges, je me suis remise en question. »

On prend toutefois la mesure de l'idéologie et de l'aveuglement qui prédominent sur cette question quand des professeurs sont capables de lancer à une gamine dont ils viennent de prononcer l'exclusion : « On essaie de t'aider »... Tout aussi à côté de la plaque, la proviseure qui dit à Mariame : « Tu sais, si tu es opprimée, on peut t'aider » ; ou la militante féministe qui explique à Ndella que sa fille a été violée par son père, et que, quand elle voit son voile, « elle voit l'inceste »... Beaucoup d'interviewées racontent l'étonnement que suscite chez leurs professeurs tout élément qui ne cadre pas avec leurs préjugés : par exemple, quand Nawel, 18 ans, est défendue lors d'une réunion par sa sœur aînée, qui porte un débardeur - ce qui compromet quelque peu l'hypothèse selon laquelle son voile lui est imposé par un père ou un frère. Agathe-Chamous Larisse, 32 ans, refuse avec énergie qu'on décide à sa place du sens de sa tenue : « Le premier sens que revêt un vêtement, c'est celui que lui donne *la personne qui le porte* ! Il est extrêmement arrogant de l'étiqueter d'emblée négativement, en se fondant uniquement *sur son propre imaginaire*. » A un camarade de fac qui lui reproche d'« imposer son choix aux autres », Leila, 26 ans, réplique - elle le raconte en pouffant de rire : « Mais toi aussi, tu m'imposes ta coupe de cheveux toute bizarre, style "L'Affaire Louis Trio" ! Moi, c'est cette coupe de cheveux qui m'agresse ! » Elle ajoute que, par ailleurs, elle ne demande à personne de s'habiller comme elle, mais qu'elle refuse de « retirer une partie d'elle-même ».

Ces filles n'en peuvent plus qu'on leur répète qu'elles doivent renoncer à leur voile par respect pour les femmes qui, dans d'autres pays, se battent pour avoir le droit de l'enlever : « Ils oublient de dire qu'il y a d'autres pays où tout le monde est libre soit de mettre un voile, soit de ne pas le mettre », lance Zeinab avec bon sens. « Injurier, violenter, punir une femme sous prétexte qu'elle ne porte pas le voile, *et* injurier, violenter, punir une femme sous prétexte qu'elle le porte, c'est une seule et même violence », écrivent les coordinateurs du livre dans leur épilogue. Ismahane : « Ce n'est pas le voile qui est l'oppression, c'est la contrainte. » Aux féministes qui contestent son choix, Karima soumet une comparaison plutôt convaincante : « Les prostituées sur les boulevards des Maréchaux sont forcées par leur mac à mettre une minijupe et à se maquiller, donc toi, en te maquillant, tu es en train de cautionner ce genre d'oppression ? »

S'il est inepte de brandir le spectre d'une France islamisée - sauf pour renflouer les caisses d'une presse bien mal en point -, il n'en reste pas moins que la phobie du voile témoigne d'un refus d'admettre ce qui constitue bel et bien une réalité nouvelle :

l'existence de citoyens français de confession musulmane, qui n'entendent plus raser les murs comme l'ont fait leurs parents ; ce qui compromet le rêve de certains d'une France éternellement blanche et chrétienne - pardon, « laïque ». Ainsi, une infirmière scolaire explique à Jihene que son bandana « pose problème » parce qu'il reste « très significatif », et lui demande de trouver un foulard « qui ne fasse pas oriental »... Toutes les réflexions rapportées dans ce livre, de « quand on est en visite dans un pays, on se plie à ses coutumes » ou « si on n'aime pas les lois d'un pays, on va ailleurs », à « habillez-vous comme les Français », en passant par « vous devez avoir une tenue normale », témoignent d'une résistance obstinée à l'idée que ces filles sont chez elles, et qu'elles participent désormais à la définition de l'identité française - sans que cela signifie pour autant qu'elles la redéfinissent entièrement ! « Il faut qu'ils acceptent que la France a changé, qu'il y a maintenant des millions de musulmans, et que ce n'est pas en nous diabolisant qu'on va construire un avenir », dit Habiba. De guerre lasse, désespérant de pouvoir mener une vie normale dans leur pays natal, certains se mettent à émigrer, signale Karima : « Curieusement, dans les pays où ils arrivent, on les identifie comme "français" ! Bizarre, non ? » Mariame, consciente de modifier le paysage, et comprenant que ses compatriotes, surtout les plus âgés, aient du mal à s'y faire, raconte que les retraités qu'elle croise la dévisagent « comme si elle était une femme à barbe » : « Alors je leur souris, et je chantonne des chansons de cirque ! »

Le nombre de fois où ces filles s'entendent reprocher leur « insolence » témoigne des difficultés de certains à admettre que des descendants d'immigrés récents leur parlent d'égal à égal. C'est peu dire qu'ils n'y sont pas habitués ; Mariame, affligée, voit ainsi sa prof de maths lui offrir sa médiation en ces termes : « Tu sais, je suis pied-noir, donc je connais le bled... » La façon dont ces jeunes filles perçoivent le discours de Hanifa Cherifi, la médiatrice de la République dans les affaires de voile, témoigne de leur changement d'attitude par rapport à leurs aînés, adeptes du profil bas. Hanane a eu affaire à elle au lycée : « Elle a commencé à nous raconter sa vie. En gros : "Je suis musulmane, j'ai un bon taf, j'ai fait ma place, je fais le ramadan mais je ne le dis pas, je ne bois pas d'alcool mais je ne le dis pas, parfois je commande même un truc et discrètement, je ne le bois pas." Un discours de dingue, qui m'a fait rigoler ! » Elle se demande par ailleurs si le succès du mouvement de défense des élèves sans papiers, alors que personne n'a bougé pour défendre les élèves exclues après le vote de la loi sur le voile, ne tient pas au fait que les sans-papiers, étrangers, « hyper-précaires, hyper-vulnérables, qui connaissent mal la France », offrent davantage de prise au paternalisme.

Lamia raconte qu'après le vote de la loi, son proviseur avait lancé à l'une de ses camarades voilées : « L'année prochaine, je pourrai savoir si tu es blonde ou brune ! » Elle n'avait pas trouvé ça drôle. La fréquence des remarques de ce genre - « tu es beaucoup plus belle sans » - donne à penser que Noël Burch n'a pas tort quand il écrit que le véritable crime dont se rendent coupables les filles voilées, c'est « une infraction, consciente ou inconsciente, aux codes de la séduction qui règnent dans notre société et qui sont la projection vestimentaire de l'idéologie du libertinage », considéré comme un élément du patrimoine culturel français. Sa proviseur lance même à Mariame : « Tu reviens la semaine prochaine sans ton voile, et tu me feras le plaisir de porter un jean ! » Hanane, qui a été acceptée comme surveillante dans un lycée de Saint-Denis, s'y rend

avec un simple bandeau, mais se fait convoquer par sa supérieure ; celle-ci lui reproche de porter une robe longue, ce qui pourrait « susciter l’ambiguïté dans la tête des élèves » : « Mettez des jupes plus courtes, ou un pantalon... » Les coordinateurs du livre rappellent opportunément qu’un des plus célèbres slogans féministes, c’est : « Mon corps m’appartient » ! Mais les féministes françaises « historiques » reconnaissent parfois elles-mêmes que dans ce pays, quand elles clament « mon corps m’appartient », certains hommes ont une fâcheuse tendance à entendre « chouette, leur corps nous appartient »...

Bien souvent, on reproche aux filles voilées leur « insolence » parce que la mauvaise foi de leurs interlocuteurs, mal à l’aise avec leur propre obsession islamophobe, la bêtise et l’ignorance auxquelles elles sont confrontées, l’absurdité intenable que représente l’interdiction du voile à l’école, les exigences ubuesques de leur proviseur, finissent par virer au cocasse, et les font éclater de rire. S’il ne relatait pas des situations aussi révoltantes et douloureuses, *Les filles voilées parlent* serait- comme *L’islam imaginaire*, d’ailleurs - une lecture franchement comique. Ainsi, suite à une erreur lors de son inscription sur les listes d’appel du lycée, ses professeurs appellent Mariame « Marianne », ce qui lui vaut d’entendre retentir dans les couloirs un sonore : « Marianne, ta tenue n’est pas laïque ! » En outre, on s’aperçoit ici que la loi de 2004, et la vision déjà dévoyée de la laïcité qui l’a inspirée, font l’objet d’interprétations pour le moins fantaisistes au sein de la population : Leila, victime d’une agression particulièrement ignoble dans le métro (« j’avais l’impression d’un lynchage verbal »), s’entend dire : « Tu sais ce que c’est, une république ? C’est un pays athée ! » Parce qu’elle a demandé un jour de congé pour l’Aïd, Cherazade a droit à un « speech sur la laïcité » de la part de son employeuse. Malika Latrèche se fait invectiver et frapper à la caisse d’un grand magasin d’ameublement par une femme qui hurle : « Elle n’a pas le droit d’entrer à Ikea avec son voile ! Il y a une loi contre le voile ! »

Quand elles ne se font pas agresser, les filles voilées croulent sous les marques d’une sollicitude douteuse. Ont-elles bien mesuré à quel point le foulard était dangereux ? Savent-elles qu’elles risquent de s’étrangler en faisant de la gym ? Que le tissu peut se prendre dans les rayons de leur bicyclette ? S’enflammer en cours de chimie ? Qu’il n’est pas hygiénique ? Et puis, n’ont-elles pas trop chaud en été ? On se souvient en effet qu’en 2003, alors que la canicule faisait des victimes par dizaines de milliers chez les personnes âgées, il y avait encore eu de bonnes âmes pour se préoccuper du bien-être des femmes voilées (dans un courrier des lecteurs publié par *Libération*, notamment). A son travail, Nadjer, 36 ans, a fini par se fabriquer un écriteau : « Je n’ai pas chaud, merci. »

Curieusement, le foulard non-musulman ne semble pas poser de problèmes pratiques aussi insurmontables. Les interviewées constatent que leurs camarades moins basanées, ou portant un nom moins connoté, peuvent en toute tranquillité s’entourer la tête d’un bout de tissu, alors qu’elles-mêmes se font courser dans les couloirs par tout le corps enseignant. « Dans le règlement intérieur, ils avaient écrit “interdiction de tout couvre-chef”, mais en fait c’était : “couvre-chef interdit aux musulmanes” », s’insurge Lamia. Mariame, qui porte un simple bandana au lycée et un voile à l’extérieur, raconte

comment une prof, après l'avoir un jour croisée dans la rue avec son voile, lui refuse ensuite l'entrée de son cours si elle garde son bandana : « C'était pourtant le même bandana que la veille ! » Leila, abasourdie, s'entend dire par sa directrice : « Ma nièce Camille porte souvent ce genre de foulard sur la tête, mais vous, justement, vous vous appelez Leila et pas Camille, et vous n'êtes pas blonde aux yeux bleus. » Luc Ferry, ministre de l'éducation au moment du vote de la loi, s'était ridiculisé en s'empêtrant dans ses explications sur l'art de distinguer une « barbe musulmane » d'une « barbe non-musulmane » ; sauf que la distinction entre le « foulard musulman » et le « foulard non-musulman » n'est guère plus évidente... Certains camarades de filles voilées, indignés de la façon dont on les traitait, ont d'ailleurs manifesté leur solidarité en arrivant tous avec un bandana sur la tête.

Parce qu'elles portent le voile, ces filles sont suspectées d'être antiféministes, soumises, hostiles aux hommes, coincées, homophobes, et on en passe. Leila raconte que quand elle traverse le Marais, le quartier gay de Paris, « les couples de mecs font exprès de se rouler une pelle sous [ses] yeux » quand ils la croisent, pensant la choquer. Quasiment toutes celles qui parlent ici démentent avec éclat ces préjugés. Elles font preuve d'une indépendance d'esprit, d'une énergie et d'une force de caractère que l'on chercherait en vain chez beaucoup de femmes non-voilées, et on souhaite de tout cœur bonne chance aux hommes qui se mettraient en tête de les soumettre - l'une d'elles clame bien : « et si ça me plaît, à moi, d'être soumise ? », mais elle parle uniquement de soumission à Dieu... Sana, lorsqu'on lui refuse l'inscription en sport à la fac, s'achète crânement un ballon de basket, et va « jouer avec les gars de la cité universitaire ».

D'autres, en revanche, laissent deviner une mentalité moins ouverte. Bon. Et alors ? Est-ce que cela justifie qu'on les exclue de l'école publique ? De la communauté nationale ? A-t-on pris la mesure du précédent terrifiant créé par cette loi ? Non seulement elle légitime l'idée que l'exercice par un individu de sa citoyenneté et de ses droits peut être subordonné à la conformité de ses convictions intimes, mais elle instaure un régime de double standard : les non-musulmans sont tous présumés ouverts, féministes tolérants, libérés - ce qui est très loin d'être le cas ! -, tandis que les musulmans, présumés être tout le contraire, doivent se soumettre à des interrogatoires incroyablement inquisiteurs, et garantir la parfaite transparence de leur personne tant morale que physique. Si elle est musulmane, une patiente n'a pas le droit de préférer être examinée par une femme ; une adolescente n'a pas le droit d'avoir des réticences à se déshabiller dans le même vestiaire que les garçons en cours d'éducation physique ; elle n'est pas libre de s'habiller comme elle le souhaite ; elle doit accepter de rendre des comptes sur ses croyances personnelles au premier venu, alors qu'elle a parfois du mal à en parler avec ses proches amis...

A la caisse d'un supermarché, Jihene se voit sommée par un inconnu de déballer toute sa vie : « Vous êtes étudiante ? Vous êtes mariée ? Vous êtes étrangère ? » Nathalie, convertie à l'islam, fait partie des mères que l'on refuse comme accompagnatrices scolaires à cause de leur voile ; comme l'inspectrice d'académie justifie cette discrimination en arguant que les parents « ont un rôle pédagogique », elle lui demande aussi sec « de veiller dorénavant à ce que les capacités pédagogiques de tous les parents

encadrant les sorties scolaires soient effectivement évaluées ». Quant à Leila, qui travaille à la protection de l'enfance, une de ses collègues lui déclare que, quand elles reçoivent une femme voilée, elles doivent automatiquement « se demander s'il n'y a pas une oppression du mari » : « Ça m'a choquée, dit-elle, parce que dans notre métier, on doit se poser cette question *pour n'importe quelle femme*, pas seulement pour les voilées. (...) Ça aussi, c'est un préjugé : je le vois sur mon lieu de travail, les femmes battues d'origine maghrébine sont loin d'être la majorité. Ce n'est pas une histoire de voile ou d'islam, c'est le rapport hommes-femmes qui est un rapport de domination. »

« C'est bien la première fois de ma vie que je vois cela : une loi qui ne sert pas à régler un problème, mais à en créer ou à en rajouter », commente-t-elle amèrement. La théorie du choc des civilisations, on le sait, appartient à la catégorie des « prophéties autoréalisatrices » ; de même, les auteurs du livre soulignent à plusieurs reprises la dimension « performative » de la loi sur le voile, qui a créé la situation à laquelle elle prétendait remédier. On tenait pour acquis que, par leur voile, ces filles manifestaient une défiance à l'égard de la République et de ses lois, alors qu'elles étaient au contraire très enracinées dans la société française, et ne demandaient pas mieux que d'y participer pleinement. Résultat : le rejet et les avanies qu'elles ont subies ont créé cette défiance de toute pièce, au point que certaines s'interrogent aujourd'hui sur les possibilités d'un avenir en France pour elles et pour leurs enfants. On supposait que ces filles avaient une conception traditionnelle et rétrograde du rôle de la femme, qu'elles voyaient leur avenir au foyer et sous la coupe d'un mari. Résultat : la loi, en compromettant leurs études et leur vie professionnelle, les rend de fait plus dépendantes de leur compagnon. On voyait dans leur foulard un signe de communautarisme : ce n'était pas le cas, mais, à force de s'en prendre plein la gueule, elles en sont parfois venues à anticiper les rebuffades - comme Hanane, qui n'ose plus demander son chemin dans la rue depuis qu'on lui a un jour répondu « dégage ! » - et à se replier effectivement sur leur communauté. « Les hommes politiques passent leur temps à dénoncer le communautarisme, mais ce sont eux qui le créent à force de nous stigmatiser », lance Leila.

La plupart disent pourtant leur intention de tenir bon. L'entre-soi les laisse sur leur faim : les rencontres et les luttes en commun, dit Hanane, permettent de « casser des trucs simplistes côté rebeu, du genre : “complot contre l'islam”, “les Occidentaux ne nous aiment pas parce que nous sommes musulmans”... » Et Ismahane : « Je ne supporterais pas de vivre repliée sur un cocon familial, ou sur une communauté ethnique ou religieuse : je le vivrais comme une asphyxie ! Je préfère sortir et prendre des coups que rester enfermée ! »

Mona Chollet

<http://www.peripheries.net/article318.html>